ONU : Troisième examen de la mise en oeuvre du Cadre pour la Paix au Burundi

@rib News,Â 30/07/200929/07/2009

AssemblÃ©e gÃ©nÃ©raleCCP/56 DÃ©partement de lâ€™information â€¢ Service des informations et des accrÃ©ditations â€¢ YorkCommission de consolidation de la paix TroisiÃ¨me session Formation Burundi1re sÃ©ance â€“ matin
LA COMMISSION DE CONSOLIDATION DE LA PAIX ADOPTE LES CONCLUSIONS DU TROISIÃˆME EXAMEN SEMESTRIEL DE LA MISE EN Å'UVRE DU CADRE POUR LA PAIX AU BURUNDI
(AdaptÃ© de lâ€™anglais)
Â«Â Ã€ travers les efforts qui y sont en cours en vue dâ€™assurer la transparence des Ã©lections deÂ 2010, lâ€™enracinemen principes dÃ©mocratiques dans les institutions nationales et la promotion de lâ€™Accord de cessez-le-feu entre les Forces nationales de libÃ©ration (FNL) et les rebelles, le Burundi sort peu Ã peu des annÃ©es de conflitÂ Â», ont reconnu, aujourdâ€™ les participants Ã la session dâ€™adoption des conclusions du troisiÃ¨me examen semestriel de la mise en Å“uvre du Cadre stratÃ©gique pour la consolidation de la paix au Burundi.
Â«Â Contrairement aux deux prÃ©cÃ©dents rapports, le troisiÃ¨me document examine les progrÃ¨s accomplis et les nouvelles tendancesÂ Â», a indiquÃ© le Ministre des relations extÃ©rieures et de la coopÃ©ration internationale de la RÃ©publique du Burundi, Augustin Nsanze, qui sâ€™exprimait devant les membres de la Commission de consolidation de la paix.Â M.Â Nsanze a ensuite notÃ© les rÃ©ussites obtenues en matiÃ¨re de lutte contre la corruption, Â«Â mÃªme si certains partenaires ne sont pas trÃ¨s satisfaits du rythme auquel les efforts dÃ©ployÃ©s en ce sens le sont en ce momentÂ Â». Â Toutes les clauses sont en train dâ€™Ãªtre mises en place pour lâ€™Accord global de cessez-le-feu, a-t-il dit, en ajoutant que les problÃ¨mes posÃ©s p situation des prisonniers politiques ont Ã©tÃ© abordÃ©s.Â La dÃ©militarisation des FNL a, quant Ã elle, permis lâ€™intÃ©grat 3Â 500Â ex-combattants dans les Forces de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ© du Burundi.
Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Concernant le plan sÃ©curitaire, le Ministre des relations extÃ©rieures a rÃ©vÃ©lÃ© que les m de dÃ©sarmer les civils ont permis de faire des progrÃ¨s.Â Environ 1Â 300Â armes Ã feu et 14Â 300Â tonnes de munitions ont Ã©tÃ© rÃ©cupÃ©rÃ©es entre le mois de mars et celui de juin.Â Un site a par ailleurs Ã©tÃ© amÃ©nagÃ© au camp militaire de nationales de dÃ©fense pour dÃ©truire ces stocks dâ€™armements.Â M.Â Nsanze a par ailleurs rappelÃ© que le projet de loi r la crÃ©ation de la Commission nationale indÃ©pendante des droits de lâ€™homme avait Ã©tÃ© soumis au Parlement.Â Â«Â L systÃ¨me judiciaire travaille sans subir dâ€™interfÃ©rence, comme on lâ€™a vu Ã travers la libÃ©ration des prisonniers dâ€™ Gouvernement est dÃ©terminÃ© Ã lutter contre lâ€™impunitÃ©, comme lâ€™indique son intÃ©rÃªt pour les mÃ©canismes de transitionnelleÂ Â», a en outre soutenu M.Â Nsanze.
Parlant de la question des terres et de la relance de lâ€™Ã©conomie, il a fait part de lâ€™adoption par le Conseil des ministres, dâ€™un texte en matiÃ¨re de politique fonciÃ¨re.Â Ce texte prÃ©pare la modernisation du Code foncier et vise Ã rÃ©soudre le problÃ¨me des paysans sans terre.Â Il fait aussi lâ€™inventaire des propriÃ©tÃ©s fonciÃ¨res gÃ©rÃ©es par lâ€™Ã‰tat et abo du retour des personnes dÃ©placÃ©es sur leur lieu dâ€™origine, a indiquÃ© le Ministre.
Â«Â Dâ€™Ã©normes progrÃ¨s ont Ã©tÃ© accomplis depuis le premier rapport de la Commission de consolidation de la paix. Â dialogue entre tous les acteurs a donnÃ© des rÃ©sultats positifs.Â Et le processus de dÃ©militarisation entre dans sa phase critiqueÂ Â», a dit, de son cÃ´tÃ©, la ReprÃ©sentante spÃ©ciale adjointe du SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral pour le Burundi, Bintou Ke intervenait par vidÃ©oconfÃ©rence.
Â«Â La paix nâ€™est pas seulement lâ€™absence de guerre ou de conflitÂ Â», a poursuivi Bintou Keita, en soulignant quâ€™u environnement qui favorise la justice et lâ€™harmonie sociale Ã©tait la garantie de la stabilitÃ© sociale. Â MmeÂ Keita, qui a sa lâ€™intÃ©gration du Burundi dans la CommunautÃ© Est-africaine, a affirmÃ© que Â«Â le prix payÃ© pour les annÃ©es de con violence Ã©tait trÃ¨s Ã©levÃ©Â Â», dâ€™oÃ¹ son plaidoyer en faveur de la prÃ©vention des conflits.
Les autres intervenants, composÃ©s de membres de la sociÃ©tÃ© civile et de reprÃ©sentants de gouvernements prÃ©sents Ã New York et Bujumbura, se sont fÃ©licitÃ©s de la nouvelle lÃ©gislation pÃ©nale et de la mise en place dâ€™une Commission Ã©lectorale indÃ©pendante au Burundi.Â Ils ont cependant demandÃ© que soient poursuivis les efforts engagÃ©s dans la lutte contre la corruption.Â Le reprÃ©sentant de lâ€™Union africaine a lancÃ© un appel Ã la sociÃ©tÃ© civile, aux groupes religieux Gouvernement du Burundi pour quâ€™ils fournissent tous les efforts nÃ©cessaires Â«Â afin que les tragÃ©dies passÃ©es ne s rÃ©pÃ¨tent plusÂ Â».Â Il a lancÃ© un appel Ã la sauvegarde du consensus qui a prÃ©valu lors de la crÃ©ation de la Commiss Ã©lectorale indÃ©pendante, afin que la dÃ©mocratie sâ€™installe durablement au Burundi.
Dans ses rÃ©ponses aux interrogations des participants, M.Â Nsanze a remerciÃ© les partenaires bilatÃ©raux et multilatÃ©rau du Burundi pour leur appui, et il a soulignÃ© le dÃ©sir de paix qui habite les Burundais.Â En ce qui concerne le cas dâ€™Ernes Manirumva, il a rÃ©vÃ©lÃ© lâ€™assistance apportÃ© par Interpol et le FBI amÃ©ricain au Burundi dans ce dossier.Â Concern questions posÃ©es sur le statut de lâ€™homosexualitÃ©, il a dit quâ€™il espÃ©rait que dans quelques annÃ©es, Â«Â lorsque burundaise sera prÃªte, lâ€™homosexualitÃ© ne sera plus criminalisÃ©e dans le paysÂ Â».
Ont pris la parole Ã cette troisiÃ¨me session de la Commission de consolidation de la paix, les reprÃ©sentants de la JamaÃ¯que (au nom du Mouvement des pays non alignÃ©s), de lâ€™Afrique du Sud, du Rwanda, de la Belgique, de lâ€™Allemagne, de la France. Â Depuis le Burundi, des reprÃ©sentants du corps diplomatique du Burundi et celui de la Belgique -en tant que reprÃ©sentant local de la prÃ©sidence de lâ€™Union europÃ©enne- se sont exprimÃ©s par vidÃ©oconfÃ
*Â Â ***Â Â *Ã€ lâ€™intention des organes dâ€™information â€¢ Document non officiel